

Avril 2007

LA LETTRE

de la

coopération décentralisée



EDITORIAL

Côte d'Ivoire : maintenant

Envisagée depuis près de deux ans, plusieurs fois reportée en raison des aléas de la situation, la mission que je viens d'effectuer en Côte d'Ivoire avec Jean-Pierre Elong M'Bassi s'est inscrite dans une actualité particulièrement sensible puisque intervenant au lendemain de l'accord conclu à Ouagadougou entre le président Laurent Gbagbo et Guillaume Soro, secrétaire général des forces nouvelles, devenu depuis le nouveau Premier ministre.

L'UVICOCI (Union des villes et communes de Côte d'Ivoire), en lien avec l'ADCI (Association des départements de Côte d'Ivoire), souhaitait en effet que nous aidions à faire reconnaître par les responsables politiques le rôle qu'elles

veulent et peuvent jouer dans la réconciliation des communautés ivoiriennes et dans la reconstruction de leur pays.

Mission remplie ! Le compte-rendu qu'en a fait le secrétaire général de la section Afrique de CGLU et que vous lirez plus loin précise les contacts que nous avons eu et les premiers résultats obtenus. Il reste maintenant à transformer l'essai en concrétisant l'ambition affichée : permettre la réouverture des mairies et la remise en marche de services publics de base (santé, éducation,..).

Les besoins sont considérables compte tenu des destructions, plus souvent par pillage que par fait de guerre.

Nous allons nous efforcer de convaincre les bailleurs de fonds et en particulier l'Union européenne de bâtir un programme

spécifique d'appui aux communes auquel la France devra apporter sa propre contribution.

C'est en effet pour la France une occasion privilégiée de créer avec la Côte d'Ivoire une relation de confiance mise à mal depuis bientôt cinq ans.

C'est pour nous, collectivités locales et territoriales françaises, le moment de témoigner notre solidarité à nos collègues africains.

Il nous faut réactiver les coopérations interrompues, en susciter de nouvelles en associant les collectivités territoriales des autres pays européens qui le voudraient.

Les journées municipales pour la paix, la réconciliation et la reconstruction en Côte d'Ivoire prévues en novembre prochain et auxquelles pourraient s'associer d'autres

collectivités africaines des pays voisins doivent témoigner de la pertinence du concept de Diplomatie des Villes et de l'efficacité de la Coopération Décentralisée.

Une réunion préparatoire sera organisée avant l'été qui permettra un premier recensement de vos engagements. Je souhaite, bien entendu, que vous soyez nombreux à vous mobiliser en faveur de la Côte d'Ivoire pour qu'elle redevienne le pays-phare de l'Afrique de l'Ouest.

Charles JOSSELIN, Président de Cités Unies France

Edito	p. 1
Actualités CGLU	p. 3
Interview du mois	p. 5
Afrique	p. 8
Amérique Latine- Caraïbes	p. 11
Amérique du Nord	p. 13
Asie	p. 15
Europe Centrale et orientale	p. 18
Méditerranée	p. 20
Les journées de la coopération décentralisée	p. 22
Actualités	p. 23

Agenda	p. 24
Publications	p. 25

ACTUALITÉS CGLU

! NB. : La réunion du bureau exécutif de Cités Unies France aura lieu le jeudi 26 avril, et non le 5 avril, comme initialement prévu !

Le bureau exécutif mondial de CGLU s'est tenu à Paris du 14 au 16 mars.

Le bureau exécutif mondial de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU) s'est tenu du 14 au 16 mars à l'hôtel de Ville de Paris. De nombreux élus, maires et présidents de région du monde entier, membres de cette instance, ont travaillé lors de réunions statutaires sur le fonctionnement de CGLU et ont pu aborder de nombreux points liés à la place et au travail des collectivités locales dans le monde.

Les membres français du bureau exécutif ont joué un rôle important dans ces débats qui se sont achevés avec un communiqué unanime concernant le Darfour.

Parmi les points de l'ordre du jour, trois retiennent particulièrement notre attention.

La question, tout d'abord, des rapports entre les collectivités locales et les agences des Nations Unies ; si la reconnaissance politique de CGLU par le secrétariat général des Nations Unies à New York ne fait pas problème, la multiplication désordonnée des initiatives des agences des Nations Unies en direction des collectivités locales est apparue, lors du débat du bureau exécutif mondial, comme pouvant devenir préoccupante. Les agences se présentent parfois aux collectivités locales comme bailleurs, mais aussi et souvent comme collecteurs de fonds et fournisseurs d'expertise, le tout selon leurs propres programmes et agendas. Fait nouveau, certaines d'entre elles demandent à coordonner les coopérations décentralisées dans certains pays. Il est apparu au cours des débats, qu'il existait, sur tous les

continents, une concurrence croissante entre ces agences, ainsi qu'une multiplication de leurs initiatives. Il a donc été demandé que CGLU négocie, selon un rythme à établir, avec le secrétariat général des Nations Unies, la définition d'un agenda global commun aux Nations Unies et à CGLU concernant les pouvoirs locaux. D'ores et déjà, une convention pourrait être passée entre CGLU et le PNUD définissant les droits et devoirs de chacun. Le congrès mondial en Corée du Sud, fin octobre 2007, devrait permettre d'entamer ce dialogue.

La deuxième question débattue concerne la place des régions dans CGLU. Phénomène essentiellement européen pour l'instant, le fait régional est destiné à se développer au rythme de la décentralisation dans le monde. Le récent forum de Marseille, organisé par la Conférence des Régions périphériques et maritimes (CRPM) et la région Provence Alpes-Côtes d'Azur montre la volonté des régions de se retrouver et de s'organiser en fonction de leurs spécificités. Cette volonté prend, sans doute, acte d'une insuffisante représentation du fait régional au sein de CGLU, même si la majeure partie des régions y adhèrent. Le bureau exécutif mondial de CGLU a missionné le premier vice-président de la région Rhône-Alpes pour présenter au prochain congrès des propositions aboutissant à une meilleure prise en compte de cette question et ce, en étroite collaboration avec Métropolis, réseau mondial des régions métropolitaines, intégré à CGLU.

Enfin, la place des collectivités locales dans la coopération européenne a été longuement évoquée. Après la percée obtenue au parlement européen, prenant enfin en compte le rôle central des collectivités locales dans le développement et notamment le rôle que peut y jouer la coopération décentralisée. CUF, en lien étroit avec d'autres associations de pouvoirs locaux en Europe, a mené un travail auprès de la commission

européenne pour que cette décision de principe se traduise en propositions financières adaptées à la réalité des collectivités locales. S'agissant de l'argent de la coopération européenne, donc des contribuables européens, il apparaît souhaitable que les collectivités européennes aient d'abord leur mot à dire à ce sujet. Le bureau exécutif mondial a acté la demande de Charles Josselin de faire porter la stratégie de CGLU, pour ce qui concerne la politique de coopération européenne en matière de collectivités, par la commission des affaires mondiales du CCRE, commission dont CUF fait partie. L'objectif est aussi la mise en place d'une plate-forme unique des réseaux européens de collectivités locales pratiquant la coopération décentralisée – inspiré par la plate-forme « Concord » des ONG européennes de développement, tout en y associant les sections régionales de CGLU concernées.

CGLU existe depuis mai 2004. Cette organisation mondiale, encore jeune, n'est pas née de rien. Elle est le résultat d'une longue négociation qui a duré plus de huit ans entre trois structures géographiquement et politiquement très différentes. Cette gestation, ainsi que le remarquable travail de l'équipe de Barcelone, explique les succès déjà remportés, c'est à dire, la reconnaissance

de CGLU par les Etats, par le secrétariat des Nations Unies à New York et par les institutions de Bretton Woods. Il faut ajouter, à son crédit, l'unification des réseaux de pouvoirs locaux en Afrique, au Moyen Orient en Europe et ou en Amérique latine, ainsi que la montée en puissance des collectivités asiatiques autour des réseaux chinois, coréens et australiens. Beaucoup reste à faire, mais les résultats sont déjà très positifs.

Les adhérents de CUF sont très présents dans CGLU et pèsent dans les débats en cours. Nous continuerons à tout faire pour maintenir ce rôle des collectivités françaises et pour contribuer à l'unité des réseaux mondiaux de pouvoirs locaux autour de CGLU.

Bertrand GALLET, directeur général de Cités Unies France.

COMMUNIQUÉ

**Bureau exécutif de Cités et
Gouvernements Locaux Unis
Paris, 16 mars 2007**

Sur la crise humanitaire au Darfour

**Le Bureau Exécutif de CGLU :
Exprime son inquiétude face à la
situation au Darfour et aux souffrances
des populations civiles ;**

**Appelle les villes et les gouvernements
locaux à fournir une aide humanitaire ;**

**Appelle les Nations Unies et l'Union
Africaine à jouer un rôle plus important
dans la résolution de la situation**

L'INTERVIEW DU MOIS

Interview à Monsieur Jacques Huntzinger, président de la Fondation France-Israël.

Introduction : Charles Assouline, adjoint au maire de la ville de Créteil, Président du groupe-pays Israël de Cités Unies France

Au sein de Cités Unies France, un groupe-Pays Israël regroupant les collectivités locales françaises engagées dans des jumelages et des partenariats de coopérations avec des villes israéliennes, a été créé en 1994.

Animé à sa création par Michel Rossignol, adjoint au Maire d'Issy les Moulineaux, le groupe-pays Israël, aujourd'hui présidé par Charles Assouline, Premier adjoint au Maire de Créteil, affiche de nouveaux objectifs pour dynamiser les liens entre villes françaises et israéliennes. Forts de l'implication des comités de jumelage, souvent superposés avec des associations culturelles juives, les jumelages ont néanmoins cherché à s'ouvrir à d'autres acteurs de la société civile, tels que les écoles, les entreprises ou les hôpitaux. Ce groupe-pays recense 60 collectivités locales françaises concernées par la coopération avec Israël.

1) Quelles raisons précèdent la création de la Fondation France-Israël ?

La relation entre la France et Israël est unique, fondée sur des liens humains étroits et enracinés dans l'histoire, une culture partagée qu'illustre la forte présence de la francophonie en Israël. On estime aujourd'hui que 20% de la population israélienne est d'origine francophone. Pourtant, Français et Israéliens se connaissent mal. Les images réciproques se sont brouillées, particulièrement ces dernières décennies, et les attitudes des opinions publiques ne traduisent pas la pérennité des liens qui ont uni ces deux peuples dans l'histoire. C'est pourquoi un travail en profondeur doit se développer au sein des deux sociétés civiles. La Fondation France Israël s'y attachera.

Pour développer les liens entre les sociétés civiles française et israélienne, elle s'est dotée de commissions techniques, réunissant des spécialistes des questions : économiques, scientifiques, sociales, culturelles, artistiques et événementielles.

La Fondation retiendra particulièrement les projets et initiatives qui concernent les jeunes générations et qui permettront d'oeuvrer pour que celles-ci se connaissent mieux et puissent s'enrichir mutuellement.

La Fondation France Israël interviendra de quatre façons distinctes :

- Pour accompagner le renforcement des liens entre les deux sociétés, dans tous les domaines qui concernent la société civile en engageant des projets.
- Pour s'investir dans un travail d'image et de communication afin d'améliorer dans les deux pays les perceptions réciproques
- Pour accueillir et faciliter les initiatives qui lui sont proposées dans la mesure où elles entrent dans son champ de mission.
- Pour offrir un lieu ressource à tous ceux qui souhaitent s'engager dans les relations et des projets franco-israéliens

2) Qui en est à l'origine ?

Le Président de la République française Jacques Chirac et le Premier ministre israélien Ariel Sharon ont exprimé lors de la rencontre du 29 juillet 2005, la volonté de bâtir un nouvel

instrument dans la continuité du Groupe de Haut Niveau franco-israélien créé par Dominique De Villepin et Shimon Peres en 2002. Cette ambition commune a donné naissance à «l'Association pour la création de la Fondation France-Israël », lancée le 24 novembre 2005 par le ministre des Affaires étrangères, Monsieur Philippe Douste-Blazy, en présence de représentants du gouvernement israélien et de nombreuses personnalités. Le Président de la République française, Jacques Chirac, au terme de sa mandature a souhaité marquer son soutien et redire ses encouragements à ce projet, en recevant le 30 mars dernier à l'Élysée, une délégation de la Fondation France Israël. La Fondation devrait être reconnue organisme d'utilité publique dans les semaines qui viennent.

3) Quelles sont les principales actions et activités que la Fondation souhaite développer ?

En termes de fonctionnement général, la Fondation agit par elle-même en organisant des événements et en développant des actions de médiatisation. D'autre part, la Fondation facilite les initiatives des acteurs économiques, sociaux et culturels des deux pays offrant son soutien par la labellisation et le financement de projets bilatéraux.

Au cours de l'année 2006 la Fondation s'est associée à plusieurs initiatives : *La 6ème édition du festival du film israélien* en janvier 2006 à Paris, la tournée de la Chorale « *D'une seule voix* » dans 14 villes de France en mai 2006, la saison artistique de la France en Israël : « *Voilà* », Les rencontres économiques et technologiques franco-israéliennes (CCIP et CCFI)...

La Fondation a également lancé « *les journées de l'amitié franco-israélienne* » tenues en mai-juin 2006 à Paris. Ces journées ont rassemblé d'éminents spécialistes des questions d'intégration sociale, de réalisation cinématographique, de collaboration scientifique, ... autant de sphères où la partenariat franco-israélien est riche et fructueux.

En 2007 la Fondation lancera avec l'Université de Tel Aviv et le Centre Académique de Netanya, « *les 1ères journées mondiales sur le judaïsme et la francophonie* » avec le désir d'encourager le développement de l'étude de la culture française dans les universités israéliennes. Fin 2007, se tiendront sous l'égide de la Fondation « *les 1ères rencontres franco-israélienne de l'Innovation* », réunissant, sous l'angle de l'innovation, tous les acteurs publics et privés pour accompagner la dynamique actuelle du développement des échanges économiques entre ces deux pays.

Chaque année, les Premiers Ministres français et israélien seront réunis sous l'égide de la Fondation, lors d'un dîner de gala, participant ainsi à la dynamique de nos relations bilatérales.

4) Quel rôle les collectivités locales peuvent jouer dans cette région du monde ?

Les instances dirigeantes de la Fondation ont tenu à mettre en place un Comité de partenariat des collectivités territoriales. Ce projet est animé par Daniel Sperling, adjoint au Maire de Marseille, en relation avec l'association des élus locaux israéliens. Plusieurs collectivités françaises et israéliennes ont déjà adhéré à ce Comité. L'objectif de la Fondation est de pouvoir par la même assister, soutenir et à l'avenir réunir les différents acteurs qui souhaitent s'engager dans ce domaine de la coopération bilatérale.

Il existe de nombreux jumelages entre les collectivités françaises et israéliennes, ceux ci sont plus ou moins actifs selon les localités. Certaines initiatives locales sont remarquables, mais restent encore que trop limitées faute de moyens. Il ne faut pas oublier que les collectivités territoriales israéliennes ont des budgets très réduits pour les projets de coopération. Le Comité apportera son soutien à ces initiatives, cherchera à pérenniser et à démultiplier

certains projets performants qui créent des liens entre les hommes et permettent l'échange de savoir-faire et de richesses.

S'il est parfois plus complexe de s'entendre à un niveau global, les initiatives concrètes locales mobilisant des personnes partageant un même intérêt pour un projet ou une cause commune sont fervents de liens, de dialogues, et d'échanges ; terreau favorable au développement d'un climat de paix dont cette région a tant besoin.

5) Quels types de liens peuvent se nouer entre le groupe pays de Cités Unies France et la Fondation France Israël ?

Il y a effectivement une dynamique de rencontre entre le groupe pays Israël de Cités Unies France et la Fondation France Israël, ayant chacun une volonté d'accompagner le développement des projets de coopération décentralisée entre des entités de ces deux pays.

Il est très important que ces deux organismes s'informent, collaborent pour démultiplier leurs actions.

Le Comité de partenariat de la Fondation veut développer le référencement et la labellisation de projets de coopérations innovants, impliquant la jeune génération, facteur d'échanges de savoir-faire et de partenariat bilatéral. Une fois identifié ce type de projet pourrait être présenté au réseau de Cités Unies France afin d'informer et de démultiplier ces actions qui ont prouvé leur pertinence.

Ceci n'est qu'une illustration, mais je suis certain qu'il y a tout champ à explorer pour des partenariats afin de développer la coopération entre Israël et la France

BÉNIN

Lancement réussi du programme concerté Bénin

Du 9 au 18 mars, les collectivités de Rosny-sous-Bois, chef de file, de Cergy-Pontoise, de Créteil, d'Echirolles et de Montgeron ont accueilli leurs jumelles béninoises pour une semaine d'échanges autour des trois thèmes suivants :

- communication entre élus et services ;
- communication envers la population ;
- l'intercommunalité comme moyen de développer des projets économiques.

Ces thèmes ont été identifiés d'un commun accord lors d'une mission menée sous l'égide de Cités Unies France au Bénin en mai 2005.

Les délégués Béninois, élus et agents techniques des communes de Cotonou, de Grand Popo, de Houéyogbé et de Porto Novo ont participé à des séances de travail dans les quatre collectivités d'Ile-de-France participantes au programme, mais aussi à un conseil municipal à Rosny-sous-Bois ; ils ont été reçus avec les homologues français par la ministre déléguée à la Coopération, Mme Brigitte Girardin.

C'est la première fois que des membres du groupe pays Bénin s'engagent dans de telles rencontres de la coopération décentralisée franco-béninoise. L'ensemble des membres du groupe-pays ainsi que des partenaires extérieurs ont par ailleurs été conviés à la session de restitution de la semaine, le vendredi 16 mars après-midi, à l'hôtel de ville de Rosny-sous-Bois.

Parmi les facteurs de réussite de la semaine, il convient de relever le travail fondé sur des exemples concrets de fonctionnement de collectivités locales dans les deux pays :

- avoir travaillé sur la base d'exemples concrets de fonctionnement de collectivités locales dans les deux pays ;
- avoir combiné des moments d'échanges en salle avec des visites de terrain ;
- avoir associé les élus et techniciens en charge des thèmes abordés au-delà du seul service des relations internationales ;
- avoir associé également les structures d'accompagnement des communes béninoises : l'Association nationale des communes du Bénin, la Maison des collectivités locales adossée au ministère de l'Intérieur, l'équivalent du service de M. Antoine Joly au Bénin – la direction de la coopération décentralisée et de l'action humanitaire ainsi que l'Ambassade du Bénin en France.

Du dire des participants des deux pays, cette semaine d'échange leur a permis de tirer des éléments pour « améliorer leurs pratiques ». Un séminaire retour, au Bénin, est prévu pour 2008 avant l'organisation des Assises de la coopération décentralisée au Bénin, en 2009.

Cette initiative concertée reste ouverte aux collectivités territoriales qui souhaiteraient la rejoindre. Cités Unies France souhaite ici exprimer à nouveau ses remerciements à l'intention des collectivités françaises qui ont accepté de s'engager dans cette aventure commune.

Contact : Astrid Frey, pôle Afrique, Cités Unies France, a.frey@cites-unies-france.org et Philippe Gambier, relations internationales, ville de Rosny sous Bois, gambier@mairie-rosny-sous-bois.fr

Mission en Côte d'Ivoire dans le cadre de la Diplomatie des Villes et de la Coopération décentralisée

Placée sous les auspices de CGLU, dans le cadre de ses commissions Diplomatie des Villes et Coopération décentralisée, une mission composée par le Président de Cités Unies France (CUF), Le Sénateur Charles Josselin, et du Secrétaire Général de la section Afrique ce CGLU (CGLUA), M. Jean Pierre Elong Mbassi, a séjourné en Côte d'Ivoire du 19 au 23 mars 2007, à l'invitation de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI).

La mission avait pour objet la préparation des Journées Municipales pour la Paix, la Réconciliation et la Reconstruction en Côte d'Ivoire (JMP) dont le Forum commémoratif est prévu en novembre 2007.

Au cours de son séjour, la mission a eu des entrevues avec Son Excellence M. Laurent Gbagbo, Président de la République, M. Charles Konan Banny, alors Premier Ministre, M. Guillaume Soro, actuel Premier Ministre et Secrétaire Général des Forces Nouvelles (à Bouake), M. Daniel Cheick Bamba, Ministre de l'Administration du Territoire. Elle a par ailleurs eu des entretiens avec des leaders des partis politiques parmi lesquels, M. Henri Konan Bédié, président du PDCI, et Mme Henriette Diabaté, secrétaire générale du RDR. La mission a également tenu des séances de travail avec les membres du bureau de l'UVICOCI élargi aux responsables de l'ADCI (association des départements de Côte d'Ivoire), avec la Délégation de la Commission européenne en Côte d'Ivoire, et avec les services du ministère de l'administration du territoire.

La mission a pris part au lancement officiel des préparatifs des JMP par le Président de la République le 21 mars 2007 au Palais des Congrès de l'Hôtel Ivoire d'Abidjan. Des allocutions ont été prononcées à cette occasion par M. Charles Josselin et M. Elong Mbassi.

A tous ses interlocuteurs, y compris le Chef de l'Etat et le Premier Ministre, la mission a rappelé le rôle incontournable des élus locaux dans la restauration d'un climat de réconciliation et de concorde au sein des communautés locales en situation post-conflits et a plaidé qu'avant toute chose il soit procédé au redéploiement des élus locaux et au personnel des administrations locales pour manifester le retour à l'intégration nationale et à l'ordre républicain. Cet appel a été entendu puisque le Président de la République a, dans son adresse à l'ouverture officielle de la préparation des JMP, annoncé le redéploiement des maires et autorités locales avant tout déploiement des préfets et des administrations centrales.

La mission a également pris la mesure des efforts de reconstruction et de restauration des administrations locales qu'il faut entreprendre après près de cinq années de guerre civile où les régions Nord, Centre et Ouest de la Côte d'Ivoire ont été sous administration des Forces Nouvelles. La mission s'est engagée à mobiliser la solidarité des collectivités locales membres de CGLU afin qu'elle vienne en appui à l'effort de reconstruction des administrations locales qui commence avec la fin de la guerre et la réunification du pays. La mission lance en conséquence un appel à toutes les collectivités locales pour que la solidarité agissante des autorités locales du monde entier se manifeste à l'endroit des nos collègues de l'UVICOCI et de l'ADCI, afin que grâce à la diplomatie des villes et à la coopération décentralisée, les collectivités locales ivoiriennes retrouvent toute la place qui est la leur dans l'effort d'unification et de reconstruction de la Côte d'Ivoire.



Les collectivités locales intéressées à prendre part au JMP à Abidjan en novembre 2007 sont priées de se manifester auprès de CGLUA : Lilian Dodzo : ldodzo@uclgafrica.org ou pour Cités Unies France auprès de Constance Koukoui c.koukoui@cites-unies-france.org ou Astrid Frey a.frey@cites-unies-france.org.

AMERIQUE LATINE CARAÏBES

LA LETTRE *d'information*
Avril 2007

BRESIL

Dans le cadre de la convention de partenariat signée en octobre 2006 entre Cités Unies France et la Confédération Nationale de municipalités du Brésil (CNM), Cités Unies France a reçu du 12 au 14 mars 2007 deux représentants de la CNM, M. James Matos, directeur exécutif et M. Mauricio Zanin, directeur de la coopération internationale.

Durant les trois jours de travail, des présentations, sous forme d'échanges d'expériences, ont été réalisées, concernant le fonctionnement politique, administratif et opérationnel des collectivités territoriales françaises et brésiliennes ainsi que les formes de travail de nos différentes associations. Nous avons pu constater les différences et les points communs existant entre la coopération décentralisée en France et celle du Brésil. Plusieurs pistes de travail ont été envisagées, dont notamment :

- un appui aux collectivités françaises et brésiliennes, désireuses d'établir une coopération entre elles,
- un rapprochement entre le CNM et le conseil général et régional de la Guyane afin de rechercher une forme d'action conjointe, qui permette aux collectivités de partager des expériences et de travailler ensemble pour le renforcement de la gouvernance locale.
- La mise à disposition par le CNM auprès de CUF de ses systèmes électroniques et ses connaissances techniques, afin d'accompagner les collectivités françaises dans l'utilisation des technologies de l'information.
- Une réflexion sur la mise en place d'un projet de renforcement des capacités pour les collectivités brésiliennes de petite taille (qui représentent trois quarts de la population brésilienne).

Vous trouverez les conclusions de cette mission sur notre site, www.cites-unies-france.org

POLE AMÉRIQUE LATINE & CARAÏBES

Réunion du Pole Amérique Latine & Caraïbes, vendredi 13 avril 2007 de 10h00 à 17h00 à la médiathèque Jacques Demy à Nantes

Cette réunion se déroulera en deux parties, la matinée sera consacrée à la réunion du groupe Amérique latine, et notamment l'état de la coopération décentralisée Europe - Amérique Latine.

L'après-midi sera consacrée au thème "Quelles coopérations ONG/collectivités territoriales en Amérique Latine ? ". Cette table ronde sera organisée par la Maison des Citoyens du Monde de la ville de Nantes dans le cadre des journées d'études « Regards sur... Paroles de...l'Amérique Latine » du 6 avril au 5 mai 2007.

II Conférence Annuelle de l'Observatoire de la Coopération Décentralisée Union Européenne -Amérique Latine - Guatemala, du 8 au 10 mai 2007

Le thème de la conférence est : « *Comment améliorer la coopération décentralisée ? Nouvelles perspectives et nouvelles pratiques* ». Cette conférence a un double objectif, d'une part, favoriser les échanges sur la base d'un document sur les différents modèles de coopération décentralisée et d'autre part, élaborer une déclaration finale sur les conclusions des débats.

Colloque « Post-catastrophe. Reconstruction et Revitalisation des Villes pour un Environnement Durable » du 7 au 9 mars 2007 à la Nouvelle-Orléans

Aucune ville n'est jamais à l'abri d'une catastrophe, qu'elle soit d'origine naturelle ou industrielle.

Du 7 au 9 mars 2007, les villes de Paris, Saint-Étienne et Toulouse ont activement participé au colloque « Post-catastrophe » organisé à La Nouvelle-Orléans grâce à l'appui du Consulat de France à La Nouvelle-Orléans et de l'Ambassade de France à Washington.

Les défis majeurs d'une reconstruction intégrée dans un contexte de développement durable ont été évoqués. Après une catastrophe aussi dévastatrice, quelle ville reconstruire ? Et comment « en sortir par le haut » ?

Les échanges de réflexions et de pratiques entre Américains et Français ont permis de repérer quelques points d'ancrage pour développer des politiques de prévention à des catastrophes, qualifiées parfois de « hors-cadres » et s'employer à reconstruire, une fois que l'impensable s'est produit.

Christophe Caresche, adjoint au Maire de Paris, chargé de la Prévention, a évoqué la culture du risque, axe développé à Paris afin de rendre une politique très centralisée plus efficace en cas de sinistre majeur.

Dans le cadre de la reconstruction d'une ville, Michel Thiollière, Sénateur maire de Saint-Étienne et Président du Groupe-pays, dont la ville est d'ailleurs ville refuge en cas de catastrophe concernant les centrales thermonucléaires de la vallée du Rhône, a expliqué combien la crise dans une ville, quelle qu'en soit la cause, oblige à la refonte d'un pacte social urbain. Pour prendre un nouveau départ, il faut repenser les fondamentaux de la ville et susciter l'adhésion de ses habitants.

Des universitaires, des acteurs associatifs, des représentants de l'Etat (Ministères de l'Équipement, de l'Écologie et du Développement durable) des entreprises, tous experts dans leurs domaines respectifs ont également contribué à la qualité des échanges. Des thématiques sont apparues de manière récurrente : les questions de gouvernance et le lien avec la société civile à tous les stades, la nécessité d'être préparé à l'impensable, l'émergence d'un leadership en cas de crise, la nécessité d'une reconstruction réfléchie dans une perspective de développement durable, la résilience des hommes...

Les suites envisagées par les participants :

- **la mise en place d'un atelier international permanent, réseau pluri-acteurs** soutenu par **Michel Thiollière** afin de mutualiser les informations, d'alimenter la réflexion, et de construire des outils pour prévenir la crise ou s'en relever et d'évaluer les pratiques de reconstruction
- **la tenue d'un nouveau Forum international** d'ici un an à Paris proposé par au nom du Maire de Paris.



Une réunion du groupe-pays Etats-Unis fera le point sur cette mission en début d'été. Pour toute information : g.traore@cites-unies-france.org, 01 53 41 81 85

VIET NAM

Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne

La mairie de Montreuil organisera les **7èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne**, les 22 et 23 octobre 2007.

L'accent sera mis sur 4 thèmes principaux, qui donneront lieu à plusieurs ateliers, placés sous la responsabilité de collectivités locales françaises et vietnamiennes :

- le développement économique,
- l'aménagement du territoire et l'environnement, dans le cadre duquel Cités Unies France animera un atelier de réflexion sur le processus de décentralisation dans le cadre de ces Assises,
- les coopérations culturelles et éducatives,
- le co-développement.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Actualité politique :

L'Assemblée Nationale vietnamienne a fixé par résolution le nombre de députés éligibles aux prochaines législatives à 500 députés. Ces élections se tiendront le 20 mai prochain, le territoire sera découpé en 180 circonscriptions qui éliront chacune de 6 à 26 députés.

Le ministère du Plan et de l'Investissement a appelé les scientifiques et gestionnaires du pays, ainsi que les Viet kieu et experts internationaux à avancer leurs initiatives pour le projet de Stratégie de développement socio-économique décennal (2011-2020). Les propositions seront soumises au Premier Ministre qui statuera en juin 2007.

Les bailleurs internationaux ont accordé une aide de 4,445 milliards de dollars au Vietnam pour 2007 (soit une hausse de 700 millions de dollars par rapport à 2005). L'Union européenne et le Japon restent les deux plus importants donateurs bilatéraux du pays, avec respectivement 948,2 et 890,3 millions de dollars.

Début février, l'Agence Française de Développement a signé 3 conventions de prêt d'aide publique au développement avec le gouvernement vietnamien d'un montant total de 123,4 millions d'euros en faveur de 3 projets au Vietnam.

CHINE

Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise

« Vers une société harmonieuse, par le développement durable » est le titre des **2nde Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise** organisées par la mairie de Bordeaux, au Palais des Congrès de Bordeaux-Lac, les 22 et 23 novembre 2007.

Quatre ateliers, co-présidés par des responsables français et chinois, seront organisés :

- Protection de l'environnement
- Développement économique
- Harmonie sociale
- Méthodologie des relations décentralisées franco-chinoises

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

LA LETTRE *d'information* Avril 2007

Les ateliers de la coopération territoriale européenne

Au vue du succès des dernières Assises de Cracovie, qui se voulaient une contribution au triangle de Weimar et à l'avenir de la construction européenne, les associations de pouvoirs locaux françaises, allemandes et polonaises, en lien avec l'Ambassade de France en Pologne ont décidé de poursuivre leurs réflexions dans le cadre d'« **Ateliers de la coopération territoriale européenne** ». Ces ateliers se tiendront les 12 et 13 octobre 2007, à Varsovie.

L'objectif de ces ateliers est d'informer les collectivités locales sur les programmes européens destinés à la coopération entre territoires, et notamment le programme INTERREG IVC, et de leur permettre de rencontrer des partenaires potentiels.

Vous retrouverez le programme provisoire de ces ateliers sur le site internet de Cités Unies France : http://www.cites-unies-france.org/html/bibliotheque/pdf/PL_Pgm_prov_ateliers06_03_07.pdf

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

SLOVAQUIE

Ateliers de la coopération décentralisée franco-slovaque

Lors du Conseil européen extraordinaire de Lisbonne (23 et 24 mars 2000), les chefs d'Etats des différents Etats membres ont mis en place une stratégie globale ayant pour but de faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ».

Les 8^o ateliers de la coopération décentralisée franco-slovaque s'inscrivent dans la droite ligne de cette stratégie globale, dite « Stratégie de Lisbonne », et devraient s'articuler autour de 4 groupes de travail :

- Stratégies locales et régionales du développement socio-économique,
- Recherche, évolution et innovation,
- Concurrence et croissance économique locale,
- Le rôle de la formation pour la construction d'une société de connaissance.

Vous retrouverez le programme provisoire de ces ateliers sur le site Internet de Cités Unies France :

http://www.cites-unies-france.org/html/bibliotheque/pdf/SLO_PGM_8Ateliers.pdf

Pour plus d'informations, merci de contacter : Virginie Rouquette, Chargée de mission (v.rouquette@cites-unies-france.org) et/ou Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : (h.migot@cites-unies-france.org)

BALKANS

Cités Unies France participe à l'organisation des « **Premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans** » qui auront lieu les 5 et 6 juillet 2007, à Thessalonique (Grèce).

Ces rencontres régionales thématiques concernent les pays suivants : Albanie, Ancienne République Yougoslave de macédoine, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Grèce, Monténégro, Serbie et Turquie.

Elles ont pour objectif de mettre en relation les collectivités territoriales françaises avec leurs homologues d'Europe du Sud-Est et de Turquie et de leur permettre d'échanger sur différentes thématiques : administration et gouvernance locale, aménagement du territoire, développement durable, patrimoine...

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

ACTUALITÉ PECO

Union européenne - Pologne

La Pologne a réaffirmé son opposition à la Constitution de l'UE (opposition concernant le système de prise de décision au sein de l'UE).

Union européenne – Slovaquie

La Slovaquie a de bonnes chances d'adopter l'Euro en 2009, comme l'a confirmé le 13 mars, le chef de la mission du FMI pour la Slovaquie. Les bons résultats de l'économie slovaque devraient permettre prochainement l'accomplissement des critères de Maastricht. La Slovaquie serait le deuxième pays parmi les nouveaux Etats membres (après la Slovénie) à adopter la monnaie unique.

Serbie :

La Serbie pourrait être candidate à l'UE dès 2008 si elle coopère avec le Tribunal pénal international (TPI). Les pourparlers sur l'accord de stabilisation et d'association UE-Serbie avaient été gelés en mai 2006 faute de coopération suffisante de Belgrade avec le TPI pour l'ex-Yougoslavie.

Kosovo :

Suite à l'échec des négociations sur le statut du Kosovo, il appartient désormais au Conseil de sécurité de l'ONU de définir un statut acceptable par tous pour cette province du sud de la Serbie. La Russie a menacé d'user de son droit de veto à l'ONU si la solution proposée ne recueillait pas l'adhésion conjointe des Serbes et des Albanais.

Albanie :

Le Premier ministre albanais Sali Berisha a annoncé, lundi 12 mars 2007, un remaniement ministériel en vue de faciliter l'adhésion de l'Albanie à l'UE. Cinq ministères sont concernés : Justice, Intérieur, Intégration européenne, Culture, Santé.

RUSSIE

Colloque sur la coopération décentralisée France – Russie

L'association « Dialogue Franco-Russe » a organisé, en partenariat avec le Sénat et le Ministère des Affaires Etrangères, un colloque intitulé « **Coopération décentralisée France-Russie** », au Sénat, le 15 février dernier. Ce colloque a réuni plus de 450 participants, dont une importante délégation russe et divers élus français. Charles Josselin, Président de Cités Unies France, a d'ailleurs présidé la table ronde consacrée à la coopération décentralisée.

Vous pouvez télécharger le compte-rendu de ce colloque sur le site Internet de L'association « Dialogue Franco-Russe » : <http://www.dialoguefrancorusse.com/> et sur celui de Cités Unies France : http://www.cites-unies-france.org/html/regions/europeest/russie_index.html

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission PECO/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Actualité politique :

Les élections régionales du dimanche 11 mars, ont vu la victoire des deux principaux partis du pouvoir, Russie unie et Russie juste, dirigés par des proches du président Vladimir Poutine.

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, depuis 1994, est pressenti comme candidat à l'élection présidentielle du 2 mars 2008. Vladimir Poutine ne pourra lui pas briguer de troisième mandat (interdit par la Constitution).

LIBAN

Réunion du groupe-pays Liban

Le rapport de la mission technique au Liban (26 – 28 février 2007) de Cités Unies France, ainsi que des représentants des commissions « Coopération décentralisée, « Méditerranée » sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

La prochaine réunion du groupe-pays Liban, jeudi 26 avril, permettra de revenir sur les conclusions de cette mission et l'état de l'avancement de la coordination des collectivités européennes en faveur du développement et du renforcement des villes libanaises.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Virginie Rouquette (Tel : 01 53 41 81 93, E-mail : v.rouquette@cites-unies-france.org)

ISRAEL

Partenariat avec la ville de Saint Jean d'Acre et le conseil général de la Seine-Saint-Denis

Le Conseil général a reçu une délégation de la ville israélienne Saint-Jean d'Acre afin de signer un protocole de coopération décentralisée.

En 1997 le Conseil général de Seine-Saint-Denis s'est engagé au Proche-Orient avec un processus de coopération qui s'est traduit en 1999 par des protocoles de partenariat avec les villes palestiniennes de Djenin, Qalqilya et Tulkarem. Parallèlement il a engagé des contacts avec Kfar Sava, ville voisine de Qalqilya et rencontré Shimon Peres et Leila Shahid pour échanger sur les perspectives de paix dans la région. Cette coopération autour de la culture de la paix demeure l'objectif, mais la construction du mur en a repoussé la finalisation.

Toutefois, le travail mené avec les autorités locales de Saint-Jean-d'Acre voit sa concrétisation avec l'accueil d'une délégation de cette ville israélienne en Seine-Saint-Denis. Ce partenariat durable et mutuellement avantageux s'articulera autour de la culture de paix, la préservation du patrimoine culturel et de l'action sociale.

L'action pour la paix, l'application du droit international et la reconnaissance des peuples à disposer d'eux-mêmes sont des éléments fondateurs des coopérations décentralisées du Conseil général de la Seine-Saint-Denis. Le conseil général espère ainsi contribuer, dans un dialogue multilatéral au bénéfice de population, à promouvoir la paix dans la justice, le droit et la sécurité pour tous.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Simoné GIOVETTI (Tel : 01 53 41 81 87, E-mail : med@cites-unies-france.org)

PALESTINE

Fonds de solidarité pour les villes palestiniennes

La répartition des aides du Fonds de solidarité a été programmée en quatre étapes. Après l'achèvement des deux premières, qui ont permis d'apporter un soutien à certaines grandes villes palestiniennes (Ramallah, Hébron, Naplouse) ainsi qu'à des villes et villages du Nord de la Cisjordanie (des gouvernorats de Qalqilya, Tulkarem, Jenin, Tubas, Salfet...), le RCDP organise la première réunion du Comité de Pilotage du Fonds de solidarité pour faire un premier bilan de la mise en œuvre du fonds de solidarité.

Formation d'un gouvernement d'unité nationale en Palestine

Le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé le 14 mars dernier, la formation d'un nouveau gouvernement comprenant des représentants de toutes les organisations palestiniennes (à l'exception du Jihad islamique).

Le Parlement européen et le gouvernement d'unité nationale

La Commission des Affaires étrangères a envoyé, mercredi 21 mars, un signal fort au Conseil en demandant la levée des sanctions sur le gouvernement et le peuple palestinien.

Le rapport d'avis de Véronique De Keyser, Députée européenne Socialiste belge, coordinatrice du groupe PSE, a en effet été adopté dans une atmosphère houleuse, avec le soutien des Verts, de l'ALDE et de la Gauche Unie et en dépit de l'opposition d'une partie du PPE .

Les Députés avaient auditionné, avant le vote, des responsables de la Banque mondiale en Palestine venus expliquer les difficultés de mise en application du mécanisme d'aide transitoire.

Véronique De Keyser a déclaré: "Il faut maintenant que l'Union européenne donne au Gouvernement d'Unité nationale sa chance et au Peuple palestinien de l'espoir. Nous sommes à un moment décisif : il n'y aura pas d'autre occasion avant longtemps de sortir du cycle de la violence au Moyen-Orient ».

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Simoné GIOVETTI (Tel : 01 53 41 81 87, E-mail : med@cites-unies-france.org)

LES JOURNEES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Dans le cadre des journées thématiques organisées par Cités Unies France, une soixantaine de collectivités ont assisté à la réunion d'information sur les programmes européens dans le cadre de la coopération décentralisée qui s'est tenue, le 20 mars dernier, dans les locaux de Cités Unies France.

Cette journée, intitulée « Quelle place pour la coopération décentralisée dans les programmes européens ? », avait pour objectif de mieux comprendre le fonctionnement des instruments européens afin d'aider les collectivités à les utiliser dans le cadre de leurs projets de coopération.

La réflexion menée par différents intervenants, élus, universitaires ou fonctionnaires européens, s'est ouverte sur les questions de lobbying en faveur des collectivités. La matinée a ensuite été consacrée à l'examen de la Politique Européenne de Voisinage et de différents programmes européens particulièrement utiles à la coopération décentralisée dans la nouvelle Europe (Jeunesse en action, Europe pour les citoyens, Culture 2007).

Au cours de l'après midi, intervenants et participants ont pu échanger autour des nouveaux instruments européens en matière de coopération au développement (notamment l'Instrument de Coopération au Développement - ICD- et le programme thématique « Rôle des acteurs non étatiques et des autorités locales »).

Le compte-rendu de cette journée sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France www.cites-unies-france.org

Cités Unies France vous informe d'ores et déjà que la réflexion engagée lors de cette réunion sera poursuivie dans le cadre d'une prochaine journée thématique consacrée à la **Politique Européenne de Voisinage**, jeudi 10 mai 2007 dans ses locaux.

Contact : Guylaine Traoré, g.traore@cites-unies-France.org, 01 53 41 81 85

Déplacement de Cités Unies France en Turquie

Du 26 au 28 février, Cités Unies France a effectué une mission à Ankara, avec pour objectif de rencontrer l'Ambassade de France et l'Association des municipalités de Turquie. Cette mission s'appuyait sur l'organisation d'un séminaire sur le rôle des associations de collectivités locales par la fondation Konrad Adenauer et l'Association des municipalités turques – Turkiye Belediyeler Birliği (TBB) lors de laquelle intervenait également l'Association des maires de France.

TBB est la fédération des associations régionales des municipalités. Elle a exprimé sa volonté de travailler avec Cités Unies France et les collectivités françaises, étant donné que des relations sont déjà nouées avec les collectivités néerlandaises, allemandes et suédoises.

Les sujets de coopération possibles sont nombreux : services urbains, normes environnementales, planification urbaine, patrimoine et culture, développement social... La Turquie, dotée d'un système administratif proche de la France et forte de ses plus de 30.000 communes est engagée dans un processus de décentralisation. A la fois rurale et urbaine, tournée en partie vers l'Europe et L'Anatolie, la Turquie présente de nombreux visages...à explorer !

Des financements européens sont par ailleurs disponibles pour des actions de coopération et l'Ambassade de France nous a assuré de son soutien.

Nous invitons les collectivités intéressées par un travail avec la Turquie à bien vouloir se manifester auprès d'Astrid Frey (a.frey@cites-unies-france.org).



AVRIL 2007

3 avril : réunion du comité de pilotage du programme concerté Niger (matin), Cités Unies France

3 avril : réunion du groupe-pays Niger (après-midi), Cités Unies France

11 avril : signature d'une convention entre la Croix Rouge française et Cités Unies France, Paris

10-15 avril : lancement du programme concerté "Promotion et renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise", Togo

12 avril : réunion du RCDP : 13h30-16h00

13 avril : réunion du pôle Amérique Latine et Caraïbes, 10 h 00 à 17 h 00 à la médiathèque Jacques Demy à Nantes

12 - 15 : avril : 4^{ème} sommet mondial des maires, à Istanbul

17 avril : réunion du bureau de la Commission nationale de la Coopération décentralisée, Paris

25 avril : réunion de la Commission aux Affaires mondiales du CCRE à Paris

26 avril : **réunion du bureau exécutif de Cités Unies France** (matin)

26 avril : réunion du groupe-pays Liban (après-midi), Cités Unies France

MAI 2007

4 mai : cellule d'animation du groupe-pays Burkina Faso ; mise en place du comité de préparation des assises de la coopération décentralisée

8 - 10 mai : II^{ème} Conférence annuelle de l'Observatoire de la coopération décentralisée Union Européenne - Amérique Latine, Guatemala

10 mai : journée de la coopération décentralisée sur la politique européenne de voisinage

11 mai : réunion du groupe-pays Sénégal

31 mai - 2 juin : mission d'inauguration des projets issus du Fonds de solidarité des collectivités pour le Maroc, El Hoceïma



Collection « groupe - pays » : 25 euros

- ❖ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ❖ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ❖ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ❖ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ❖ Dossier pays CROATIE (2006)
- ❖ Dossier pays SLOVAQUIE (à paraître en octobre)
- ❖ Dossier pays CHINE (2004)
- ❖ Dossier pays MAROC (nouvelle éd. à paraître premier semestre)
- ❖ Dossier pays TUNISIE (2005)
- ❖ Dossier pays LIBAN (à paraître premier semestre)
- ❖ Dossier pays ISRAËL (à paraître premier semestre)
- ❖ Dossier pays BRÉSIL (2006)
- ❖ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ❖ Dossier pays CUBA (à paraître premier semestre)
- ❖ Dossier pays JAPON (à paraître premier semestre)
- ❖ Dossier pays SENEGAL (à paraître premier semestre)
- ❖ Dossier pays MAURITANIE (à paraître premier semestre)

Collection « groupe - pays » : 40 euros

- (comprenant le Répertoire des partenariats)
- ❖ Dossier pays VIETNAM (2005)

Collection « Réflexions » : 15 euros

- ❖ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale, 2003
- ❖ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé, 2003
- ❖ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne, 2002
- ❖ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006)
- ❖ L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires, 2006

Ouvrages hors collection

- ❖ Actes des 2^{èmes} Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) : 25 euros
- ❖ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec

Ouvrages hors collection

- ❖ L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée : 10 euros
- ❖ Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique-2 volumes (2000) : 10 euros

Répertoires des partenariats de coopération décentralisée : 12,50 euros

- | | |
|----------------------------------------|--------------------|
| ❖ franco-tchèques | ❖ franco-roumains |
| ❖ franco-hongrois | ❖ franco-chinois |
| ❖ franco-algériens | ❖ franco-japonais |
| ❖ franco-marocains | ❖ franco-tunisiens |
| ❖ franco-américains | ❖ franco-bénois |
| ❖ franco-mauritaniens | ❖ franco-maliens |
| ❖ franco-malgaches | ❖ franco-libanais |
| ❖ franco-israéliens | ❖ franco-tunisiens |
| ❖ France - Amérique Latine et Caraïbes | |
| ❖ franco-sénégalais (à paraître) | |

BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom : Prénom :
 Fonction :
 Collectivité :
 Adresse :

 CP : Ville :
 Tél./Fax :
 E-Mail :

- Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5€ pour l'étranger, gratuit pour la France

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC : peco@cites-unies-france.org.

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande : <http://www.cites-unies-france.org/html/cuf/cuf5.html>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet